

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Arrêté du 8 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2023 fixant la liste des certificats de spécialisation et le contenu des spécialisations des commissaires de justice

NOR : JUSC2333441A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 2019-1185 du 15 novembre 2019 modifié relatif à la formation professionnelle des commissaires de justice et aux conditions d'accès à cette profession, notamment son article 30 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2023 fixant la liste des certificats de spécialisation et le contenu des spécialisations des commissaires de justice ;

Vu la proposition du bureau de la chambre nationale des commissaires de justice en date du 22 novembre 2023 ;

Vu l'avis du bureau de la chambre nationale des commissaires de justice en date du 5 décembre 2023,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'annexe à l'arrêté du 23 janvier 2023 susvisé est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 décembre 2023.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires civiles  
et du sceau,*

R. DECOUT-PAOLINI

#### ANNEXE

Liste des certificats de spécialisation	Contenu des spécialisations
Administration judiciaire de la preuve	<p>Analyse de la situation juridique exposée et des enjeux, du cadre légal et réglementaire, de la situation des parties et de la possibilité d'établir une preuve judiciaire, à titre préventif ou en cours de procès.</p> <p>Proposition de toutes solutions assurant l'efficacité des constatations à réaliser en s'assurant de leur caractère recevable au vu de la jurisprudence.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique rédactionnelle dans la matière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Rédaction de procès-verbaux de constats conformes aux règles déontologiques et respectueux des droits des tiers garantis par la loi.</li> </ul>
Beaux-arts, arts décoratifs et droit du marché de l'art	<p>Analyse des enjeux, des missions confiées, du cadre légal et réglementaire.</p> <p>Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins ou la nature des dossiers.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique spécifique dans les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Beaux-arts (peinture, sculpture...), arts décoratifs (mobiliers, objets d'art, bijoux...);</li> <li>– Arts civilisationnels, histoire de l'art et droit du marché de l'art.</li> </ul>
Droit des entreprises en difficulté	<p>Analyse des enjeux, des missions des juridictions ou mandants, du cadre légal et réglementaire.</p> <p>Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins ou la nature des dossiers.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique spécifique dans la matière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Valorisation des actifs industriels et/ou commerciaux, y compris incorporels, des entreprises.</li> </ul>

Liste des certificats de spécialisation	Contenu des spécialisations
<b>Droit de l'environnement, droit rural et droit de l'urbanisme</b>	<p>Analyse des enjeux, des demandes du client, du cadre légal et réglementaire. Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins du client.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique rédactionnelle dans les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Règles du code de l'environnement en corrélation avec l'activité de commissaire de justice ;</li> <li>- Rédaction de congés relatifs aux fermages et baux ruraux (location de terres ou de bâtiments agricoles par un propriétaire à un exploitant) : mettre fin au contrat de fermage, non renouvellement du contrat, droit de reprise du bailleur, résiliation en cours de bail ;</li> <li>- Règles du code civil et règles relatives au droit de l'urbanisme en corrélation avec l'activité de commissaire de justice : servitudes, usages locaux, constructions, autorisations d'urbanisme, etc.</li> </ul>
<b>Droit immobilier, droit des baux</b>	<p>Analyse des enjeux, des demandes du client, du cadre légal et réglementaire. Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins du client.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique rédactionnelle dans les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédaction des congés relatifs à des locaux commerciaux, professionnels, ou d'habitation : résiliations à la demande du preneur ou du bailleur, en fin de contrat ou en cours de bail ;</li> <li>- Procédure de déspecialisation des baux commerciaux.</li> </ul>
<b>Droit des personnes et de la famille</b>	<p>Analyse des enjeux, des missions des juridictions ou mandants, du cadre légal et réglementaire. Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins ou la nature des dossiers.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique spécifique dans la matière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Valorisation du patrimoine des personnes physiques dans les différents aspects du droit de la famille, notamment successions et protection des majeurs.</li> </ul>
<b>Droit de la propriété intellectuelle</b>	<p>Analyse des enjeux, des demandes du client, du cadre légal et réglementaire.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique rédactionnelle dans les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Constat en matière de propriété intellectuelle (constat d'achat, constat sur Internet), saisie contrefaçon, connaissances en propriété industrielle (droit des marques, dessins et modèles, brevets d'invention) et en propriété littéraire et artistique (droits d'auteur, droits voisins).</li> </ul>
<b>Droit des sûretés</b>	<p>Analyse des enjeux, des demandes du client, du cadre légal et réglementaire. Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins du client.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique rédactionnelle dans les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures conservatoires engagées avec ou sans titre exécutoire, avec ou sans autorisation judiciaire ;</li> <li>- Sûretés judiciaires : hypothèque judiciaire, nantissement judiciaire de fonds de commerce, nantissement de parts sociales et de valeurs mobilières.</li> </ul>
<b>Médiation judiciaire</b>	<p>Analyse des enjeux, des missions confiées, du cadre légal et réglementaire. Conseils et propositions utiles en fonction de la loi applicable, selon les besoins ou la nature des dossiers.</p> <p>Le commissaire de justice candidat à ce certificat doit justifier de connaissances approfondies et d'une pratique spécifique dans les matières suivantes :</p> <p>Processus de médiation et être capable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter une posture conforme aux obligations pesant sur les médiateurs en intégrant le cadre juridique, éthique et déontologique de la médiation ;</li> <li>- Mobiliser à bon escient les outils de communication nécessaires, spécialement les techniques d'écoute active, de reformulation et de communication non violente ;</li> <li>- Rédiger des actes liés à la médiation (convention, engagement de confidentialité, accord de médiation, échec de médiation, rapport circonstancié au magistrat).</li> </ul>